

<http://gec.venissieux.org/Elections-professionnelles-2022>



Elections professionnelles 2022

- Interventions -



Date de mise en ligne : mercredi 13 avril 2022

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Le conflit social en cours autour de la mise en œuvre des 1607h à Vénissieux est illustratif des conséquences des politiques gouvernementales de mise en concurrence généralisé, et soyons clair, de divisions des salariés entre eux.

La loi de transformation de la fonction publique a un objectif assumé, en supprimer tout ce qui en faisait un espace économique et social différent du monde marchand et privé, du statut des fonctionnaires au processus de décisions reposant sur un fonctionnement démocratique considéré comme opposé à l'efficacité supposée des représentants d'actionnaires.

L'affaire Mc-Kinsey que l'action opiniâtre des sénateurs communistes a révélé, en est une pointe avancée. Ce n'est plus le dialogue entre la compétence technique des services publics et les élus portant un débat politique qui organise la décision publique, mais le dialogue secret entre les experts du privé et le seul exécutif politique pour accélérer les réformes qui visent toutes à privatiser l'espace public.

Pour paraphraser ce que disait Fabien Roussel samedi à Villeurbanne à propos de la fraude fiscale, demander au cabinet Mc-Kinsey un conseil sur l'organisation de la fonction publique, c'est comme demander à un vendeur de tabac un conseil sur la santé publique !

Et la première chose que font ces experts des grands cabinets, c'est d'opposer les salariés entre eux, de toutes les manières possibles. Faire croire à ceux qui veulent travailler au-delà de 60 ans, ou même 65 ans, que c'est justifié pour tout le monde et renvoyer la majorité des métiers pénibles à la perspective de mourir au travail. Pour ceux qui ne le savent pas, l'écart d'espérance de vie entre les plus riches et les plus pauvres est de 10 ans ! Et on pourrait multiplier les exemples de ce qui nous divise entre précaires et statutaires, jeunes et vieux, hommes et femmes, urbains et ruraux... C'est bien sûr le cas entre fonctionnaires et usagers du service public, dont les parents d'élèves. Le gouvernement s'en sert pour généraliser le service minimum, limiter le droit de grève.

Avec les 1607 heures, cette loi a organisé une mise en concurrence des fonctionnaires entre eux, remettant en cause les accords de tous, mais devant reconnaître certaines pénibilités et imposant aux villes de préciser qui perd et qui garde certains acquis.

Nous savons tous que tout cela n'a aucun rapport avec l'efficacité des services publics. Dans de nombreuses communes, cela conduit de fait à une augmentation du temps de travail quotidien de l'ordre d'un quart-d'heure. Ce n'est pas ce qui fera une meilleure écoute, une meilleure réponse au public, un meilleur service public !

C'est pourquoi les élus communistes appellent tous les fonctionnaires, tous les salariés, à donner la priorité de leurs actions à la construction de l'unité de tous, à refuser l'opposition entre ceux qui gardent et ceux qui perdent, à refuser la division qu'organise ce gouvernement des riches, à organiser la défense du service public avec les usagers.

Nous ne pouvons nous enfermer dans des revendications corporatistes, chacun pour soi, par catégorie. C'est ce qu'ils veulent. Nous avons besoin de retrouver la capacité de défendre tous les statuts, ceux des fonctionnaires territoriaux, mais aussi hospitaliers ou de l'état, comme de celui des cheminots et tramwayistes, et toutes les conventions collectives des salariés dans un objectif, construire des droits nouveaux pour tous.